

**SERVICE PUBLIC FEDERAL ECONOMIE,
P.M.E., CLASSES MOYENNES ET ENERGIE**

F. 2005 — 710

[S - C - 2005/11139]

15 FEVRIER 2005. — Arrêté royal relatif à l'exercice de la profession de comptable agréé et de comptable-fiscaliste agréé dans le cadre d'une personne morale

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 22 avril 1999 relative aux professions comptables et fiscales, notamment les articles 46, troisième alinéa et 47;

Vu l'avis du Conseil supérieur des Professions économiques, donné le 24 juin 2003;

Vu l'avis 37.678/3 du Conseil d'Etat, donné le 19 octobre 2004;

Sur la proposition de Notre Ministre des Classes moyennes,

Nous avons arrêté et arrêtons :

CHAPITRE I^{er}. — Définitions

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1° la loi : la loi du 22 avril 1999 relative aux professions comptables et fiscales;

2° l'Institut : l'Institut Professionnel des Comptables et Fiscalistes Agréés, créé par l'article 43 de la loi;

3° la loi-cadre : la loi-cadre du 1^{er} mars 1976 réglementant la protection du titre professionnel et l'exercice des professions intellectuelles prestataires de services;

4° la Chambre : la Chambre Exécutive compétente, telle que visée aux articles 6, § 3, et 8 de la loi-cadre;

5° le Conseil : le Conseil national tel que visé aux articles 6, § 3, et 7 de la loi-cadre;

6° le comptable : le comptable agréé et le comptable stagiaire visés à l'article 46, alinéa 1^{er} de la loi;

7° le comptable-fiscaliste : le comptable-fiscaliste agréé et le comptable-fiscaliste stagiaire visés à l'article 46, alinéa 2 de la loi;

8° le membre : le comptable et le comptable-fiscaliste;

9° le membre du comité de direction : le membre du comité de direction, tel que visé à l'article 524bis et *ter* du Code des Sociétés et qui, en cette qualité, a le statut d'indépendant.

CHAPITRE II. — Inscription d'une personne morale au tableau tenu par l'Institut

Section I^{re}. — Conditions générales

Art. 2. Nul ne peut exercer la profession de comptable ou porter le titre professionnel de comptable ou de comptable-fiscaliste dans le cadre d'une personne morale à titre principal ou accessoire, en qualité d'associé, gérant, administrateur, membre du comité de direction et de façon plus générale comme mandataire indépendant d'une personne morale, si, ni lui, ni la personne morale sous couvert de laquelle la profession est exercée, ne sont inscrits au tableau des titulaires de la profession et/ou sur la liste des stagiaires tenus par l'Institut ou si, étant établi à l'étranger, il n'a obtenu l'autorisation d'exercer au moins occasionnellement la profession.

Le comptable stagiaire ou le comptable-fiscaliste stagiaire ne peut constituer une personne morale au sens du présent arrêté ou en être associé, gérant, administrateur, membre du comité de direction que s'il s'agit d'une personne morale au sein de laquelle il exerce la profession avec son maître de stage ou un membre de l'Institut.

Art. 3. Une personne morale ne peut utiliser dans sa dénomination sociale, dans la définition de son objet social ou dans sa publicité le titre de comptable, de comptable-fiscaliste ou tout terme susceptible de créer la confusion que si elle s'est vu conférer par l'Institut le titre de comptable et/ou de comptable-fiscaliste.

**FEDERALE OVERHEIDSDIENST ECONOMIE,
K.M.O., MIDDENSTAND EN ENERGIE**

N. 2005 — 710

[S - C - 2005/11139]

15 FEBRUARI 2005. — Koninklijk besluit betreffende de uitoefening van het beroep van erkend boekhouder en erkend boekhouder-fiscalist in het kader van een rechtspersoon

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 22 april 1999 betreffende de boekhoudkundige en fiscale beroepen, in het bijzonder op de artikelen 46, derde lid en 47;

Gelet op het advies van de Hoge Raad voor de Economische Beroepen, gegeven op 24 juni 2003;

Gelet op advies 37.678/3 van de Raad van State, gegeven op 19 oktober 2004;

Op de voordracht van Onze Minister van Middenstand,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

HOOFDSTUK I. — Definities

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° de wet : de wet van 22 april 1999 betreffende de boekhoudkundige en fiscale beroepen;

2° het Instituut : het Beroepsinstituut van erkende boekhouders en fiscalisten, opgericht bij artikel 43 van de wet;

3° de kaderwet : de kaderwet van 1 maart 1976 tot reglementering van de bescherming van de beroepstitel en van de uitoefening van de dienstverlenende intellectuele beroepen;

4° de Kamer : de bevoegde Uitvoerende Kamer, zoals bedoeld in de artikelen 6, § 3, en 8 van de kaderwet;

5° de Raad : de Nationale Raad, zoals bedoeld in de artikelen 6, § 3, en 7 van de kaderwet;

6° de boekhouder : de erkende boekhouder en de stagiair-boekhouder, bedoeld bij artikel 46, eerste lid van de wet;

7° de boekhouder-fiscalist : de erkende boekhouderfiscalist en de stagiair boekhouder-fiscalist, bedoeld bij artikel 46, tweede lid van de wet;

8° lid : de boekhouder en de boekhouder-fiscalist;

9° lid van het directiecomité : lid van het directiecomité, zoals bedoeld bij artikel 524bis en *ter* van het Wetboek van Vennootschappen en die, in die hoedanigheid een zelfstandig statuut heeft.

HOOFDSTUK II. — Inschrijving van een rechtspersoon op het tableau bijgehouden door het Instituut

Afdeling I. — Algemene voorwaarden

Art. 2. Niemand mag als vennoot, zaakvoerder, bestuurder, lid van het directiecomité of meer in het algemeen als zelfstandig mandataris van een rechtspersoon, het beroep van boekhouder uitoefenen of de beroepstitel van boekhouder of boekhouder-fiscalist voeren, in het kader van een rechtspersoon, noch in hoofd-, noch in bijberoep indien hij, alsook de rechtspersoon via dewelke het beroep wordt uitgeoefend, niet is ingeschreven op het tableau van de titularissen van het beroep en/of op de lijst van de stagiairs gehouden door het Instituut of, indien hij in het buitenland is gevestigd, geen toelating heeft bekomen om het beroep tenminste occasioneel uit te oefenen.

De stagiair-boekhouder of de stagiair boekhouder-fiscalist kan slechts een rechtspersoon in de zin van dit besluit oprichten of er vennoot, zaakvoerder, bestuurder, lid van het directiecomité van zijn, indien het een rechtspersoon betreft waarin hij het beroep uitoefent samen met zijn stagemeeester of een lid van het Instituut.

Art. 3. Een rechtspersoon mag in haar maatschappelijke benaming, de omschrijving van haar doel of haar reclame, de titel van boekhouder of boekhouder-fiscalist of enige titel die hiermee kan worden verward, enkel gebruiken wanneer haar door het Instituut de titel is verleend van boekhouder en/of boekhouder-fiscalist.

L'alinéa 1^{er} ne s'applique pas aux établissements d'enseignement, ni aux groupements professionnels de comptables et/ou de comptables-fiscalistes.

Art. 4. § 1^{er}. La personne morale qui est inscrite au tableau est membre de l'Institut mais ne peut pas se porter candidate pour un mandat au sein des organes décrits à l'article 6, § 3, de la loi-cadre, ni n'a le droit de voter aux élections de ces organes.

§ 2. Au tableau des titulaires de la profession et/ou sur la liste des stagiaires, il est fait mention, en regard du nom des comptables ou des comptables-fiscalistes, de la dénomination de la personne morale ou des personnes morales dont ils font partie.

§ 3. En outre, il est tenu un tableau distinct pour les personnes morales qui sont reconnues dans le cadre de cet arrêté. A côté de la dénomination de la personne morale, sont mentionnés les noms de tous les associés ou actionnaires, administrateurs, gérants et membres du comité de direction qui sont membres de l'Institut.

Section II. — Des personnes morales entre personnes ayant la qualité de comptable et/ou comptable-fiscaliste

Art. 5. § 1^{er}. Un comptable et/ou un comptable-fiscaliste peut constituer une personne morale et/ou s'associer à d'autres comptables et/ou comptables-fiscalistes ou à d'autres personnes ayant dans un Etat étranger une qualité reconnue équivalente en exécution de traités internationaux auxquels la Belgique est partie ou moyennant réciprocité, pour :

1° la mise en commun de tout ou partie des charges afférentes à l'exercice de la profession;

ou

2° l'exercice des activités telles que citées à l'article 49 de la loi et les activités compatibles avec celles-ci.

§ 2. Lorsqu'un comptable ou comptable-fiscaliste désire constituer une personne morale avec une personne ayant dans un Etat étranger une qualité reconnue équivalente à celle respectivement de comptable ou de comptable-fiscaliste en exécution de traités internationaux auxquels la Belgique est partie ou moyennant réciprocité, l'autorisation préalable et toujours révocable de la Chambre est dès lors exigée dans les cas suivants :

1° si cette personne est habilitée, en vertu de son statut national, à exercer des fonctions qui, en Belgique, ne sont pas compatibles avec la fonction de comptable ou de comptable-fiscaliste;

ou

2° si la personne morale est constituée, sous une forme juridique, sous un statut ou à des conditions qui ne seraient pas autorisées en Belgique pour des comptables ou des comptables-fiscalistes.

Section III. — Des personnes morales entre personnes de qualités différentes

Art. 6. Aucune personne morale ne peut, sous réserve de l'autorisation préalable et toujours révocable de la Chambre et conformément aux directives générales édictées par le Conseil de l'Institut, être constituée, en vue de l'exercice en commun d'activités professionnelles ou de la mise en commun de tout ou partie des charges afférentes à la profession, entre un ou plusieurs comptables et/ou comptables-fiscalistes et :

1° d'autres personnes n'ayant pas la même qualité mais légalement habilitées en Belgique à effectuer les activités réservées au comptable ou au comptable-fiscaliste, comme spécifié à l'article 48 de la loi;

et/ou

2° d'autres personnes exerçant une profession libérale et soumises à une déontologie qui ne possèdent pas la même qualité, ni une qualité acquise à l'étranger et reconnue équivalente par le Roi.

Het eerste lid is niet van toepassing op onderwijsinstellingen, noch op beroepsgroeperingen van boekhouders en/of boekhouders-fiscalisten.

Art. 4. § 1. De rechtspersoon die ingeschreven wordt op het tableau is lid van het Instituut, maar kan geen kandidaat zijn voor een mandaat in de organen omschreven in artikel 6, § 3 van de kaderwet en is evenmin stemgerechtigd voor de verkiezingen van deze organen.

§ 2. Op het tableau van de titularissen van het beroep en/of de lijst van de stagiairs wordt naast de naam van de boekhouders of boekhouders-fiscalisten, de naam vermeld van de rechtspersoon of rechtspersonen waarvan zij deel uitmaken.

§ 3. Daarnaast wordt een apart tableau bijgehouden van de rechtspersonen die erkend zijn in het kader van dit besluit. Naast de naam van de rechtspersoon, wordt de naam van al de vennoten of aandeelhouders, bestuurders, zaakvoerders en leden van het directiecomité vermeld die lid zijn van het Instituut.

Afdeling II. — Rechtspersonen tussen personen met de hoedanigheid van boekhouder en/of boekhouder-fiscalist

Art. 5. § 1. Een boekhouder en/of boekhouder-fiscalist mag een rechtspersoon oprichten en/of zich verenigen met andere boekhouders en/of boekhouders-fiscalisten of met andere personen die in het buitenland een hoedanigheid bezitten die met toepassing van internationale verdragen, waarbij België partij is of op grond van wederkerigheid, als gelijkwaardig is erkend om :

1° alle of een gedeelte van de kosten die verband houden met de uitoefening van het beroep in gemeenschap te brengen;

of

2° werkzaamheden zoals vermeld in artikel 49 van de wet en daarmee verenigbare werkzaamheden uit te oefenen.

§ 2. Wanneer een boekhouder of boekhouder-fiscalist een rechtspersoon wenst op te richten met een persoon die in het buitenland een hoedanigheid bezit die als gelijkwaardig is erkend met de hoedanigheid van, respectievelijk, boekhouder of boekhouder-fiscalist met toepassing van internationale verdragen waarbij België partij is of op grond van wederkerigheid, dan is in de volgende gevallen hiervoor de voorafgaande en steeds herroepbare toelating van de Kamer vereist :

1° indien deze persoon krachtens zijn nationaal statuut gemachtigd is opdrachten uit te voeren die in België niet verenigbaar zijn met de functie van boekhouder of boekhouder-fiscalist;

of

2° indien de rechtspersoon is opgericht in een rechtsvorm, met een statuut of onder voorwaarden die in België niet zouden worden toegelaten voor boekhouders of boekhouders-fiscalisten.

Afdeling III. — Rechtspersonen tussen personen met verschillende hoedanigheden

Art. 6. Geen enkele rechtspersoon mag worden opgericht, tenzij met de voorafgaande en steeds herroepbare toelating van de Kamer op grond van algemene richtlijnen uitgevaardigd door de Raad van het Instituut, met het oog op de gemeenschappelijke uitoefening van beroepsactiviteiten of het in gemeenschap brengen van alle of een gedeelte van de beroepsgebonden kosten, tussen een of meer boekhouders en/of boekhouders-fiscalisten en

1° andere personen die niet dezelfde hoedanigheid hebben maar die wettelijk gerechtigd zijn om in België de aan de boekhouder of boekhouder-fiscalist voorbehouden werkzaamheden uit te oefenen, zoals bedoeld in artikel 48 van de wet;

en/of

2° andere beoefenaars van een vrij beroep, onderworpen aan een plichtenleer die niet dezelfde hoedanigheid hebben, noch een in het buitenland verworven hoedanigheid die door de Koning als gelijkwaardig erkend is.

CHAPITRE III. — *Conditions d'agrément des personnes morales composées de comptables et/ou de comptables-fiscalistes*

Art. 7. § 1^{er}. La Chambre confère le titre de comptable ou de comptable-fiscaliste, à sa demande à :

1° toute société civile professionnelle ou à toute autre personne morale telle que visée à l'article 5, § 1^{er}, jouissant de la personnalité juridique, constituée sous l'empire du droit belge;

2° toute personne morale constituée sous l'empire d'un droit étranger ayant, à l'étranger, une qualité reconnue équivalente à celle de comptable ou de comptable-fiscaliste.

§ 2. Au sein des personnes morales visées au § 1^{er}, les activités énumérées à l'article 49 de la loi doivent être accomplies, lorsqu'elles sont exercées en Belgique, par ou sous la direction effective d'au moins une personne physique ayant la qualité de comptable ou de comptable-fiscaliste. Ce comptable ou comptable-fiscaliste est, à raison des activités dont l'accomplissement ou la direction effective lui est confié, soumis personnellement à la discipline de l'Institut.

Art. 8. Dans le cas visé à l'article 7, § 1^{er}, 1°, la Chambre confère le titre de comptable ou de comptable-fiscaliste à toute société civile professionnelle ou à toute personne morale de droit belge qui en introduit la demande et dont l'objet consiste à prester des services relevant de la fonction de comptable ou de comptable-fiscaliste et qui satisfait aux conditions suivantes :

1° son objet et son activité doivent être limités à la prestation de services relevant de la fonction de comptable ou de comptable-fiscaliste, telle qu'elle est définie à l'article 49 de la loi et à l'exercice d'activités compatibles avec celle-ci;

2° elle doit être constituée sous la forme d'une société commerciale ou d'une personne morale de droit belge;

3° si elle est constituée sous la forme d'une société anonyme ou d'une société en commandite par actions, ses actions doivent être nominatives;

4° a) au moins quatre cinquièmes des parts ou actions ainsi que des droits de vote doivent être détenus par :

— des comptables ou des comptables-fiscalistes;

et/ou

— des personnes ayant, à l'étranger, une qualité reconnue équivalente à celle de comptable ou de comptable-fiscaliste en exécution de traités internationaux auxquels la Belgique est partie ou moyennant réciprocité;

b) un cinquième des parts ou des actions ainsi que des droits de vote peut être détenu par le conjoint, le partenaire cohabitant légal ou un parent allié jusqu'au troisième degré, d'un des associés, gérants, administrateurs ou membres du comité de direction, visé au littéra a) ou du partenaire cohabitant légal.

Cependant, la majorité des parts ou actions ainsi que des droits de vote dont dispose l'ensemble des associés ou actionnaires doit être détenue par des comptables ou comptables-fiscalistes, membres de l'Institut.

5° tous les gérants, administrateurs, membres du comité de direction et de façon plus générale tous les mandataires indépendants qui interviennent au nom et pour compte de la personne morale, doivent être membres de l'Institut ou doivent être des personnes qui ont à l'étranger une qualité reconnue équivalente à celle de comptable ou de comptable-fiscaliste en Belgique.

De plus :

a) une majorité doit être composée de personnes physiques ou morales, membres de l'Institut. S'il s'agit d'une personne morale, elle devra désigner une personne physique, comptable ou comptable-fiscaliste, comme représentant permanent de la personne morale. Celle-ci est personnellement soumise à la déontologie de l'Institut.

b) une minorité peut être composée de personnes qui ont à l'étranger une qualité reconnue équivalente à celle de comptable ou de comptable-fiscaliste en Belgique;

HOOFDSTUK III. — *Toetredingsvoorwaarden voor rechtspersonen van boekhouders en/of boekhouders-fiscalisten*

Art. 7. § 1. De Kamer verleent op verzoek de titel van boekhouder of boekhouder-fiscalist aan :

1° elke burgerlijke professionele vennootschap of elke andere rechtspersoon zoals bedoeld in artikel 5, § 1, met rechtspersoonlijkheid opgericht naar Belgisch recht;

2° elke rechtspersoon, opgericht naar buitenlands recht, die in het buitenland een hoedanigheid heeft die als gelijkwaardig wordt erkend met die van boekhouder of boekhouder-fiscalist.

§ 2. De in § 1 bedoelde rechtspersonen moeten de in het artikel 49 van de wet opgesomde werkzaamheden, zo zij in België plaatsvinden, uitoefenen door of onder de effectieve leiding van tenminste één natuurlijke persoon die de hoedanigheid van boekhouder of boekhouder-fiscalist bezit. Voor de werkzaamheden waarvan de uitoefening of de leiding hem wordt toevertrouwd, is deze boekhouder of boekhouder-fiscalist persoonlijk gebonden door de beroepstucht van het Instituut.

Art. 8. In het geval bedoeld in artikel 7, § 1, 1°, verleent de Kamer de titel van boekhouder of boekhouder-fiscalist aan elke burgerlijke professionele vennootschap of rechtspersoon opgericht naar Belgisch recht die een aanvraag hiertoe indient en die tot doel heeft diensten te verlenen die behoren tot de functie van boekhouder of boekhouder-fiscalist en die voldoet aan de volgende voorwaarden :

1° haar doel en activiteit moeten beperkt zijn tot het verlenen van diensten die behoren tot de functie van boekhouder of boekhouder-fiscalist, zoals omschreven in artikel 49 van de wet en tot het uitoefenen van hiermee verenigbare werkzaamheden;

2° zij moet opgericht zijn in de vorm van een handelsvennootschap of rechtspersoon naar Belgisch recht;

3° indien zij is opgericht in de vorm van een naamloze vennootschap of een commanditaire vennootschap op aandelen, moeten haar aandelen op naam zijn;

4° a) ten minste vier vijfde van de aandelen alsook van de stemrechten moeten in het bezit zijn van :

— boekhouders of boekhouders-fiscalisten;

en/of

— personen die in het buitenland een hoedanigheid bezitten die, op grond van internationale verdragen of mits wederkerigheid, als gelijkwaardig wordt erkend met die van boekhouder of boekhouder-fiscalist in België;

b) één vijfde van de aandelen alsook van de stemrechten mogen in het bezit zijn van de echtgeno(o)t(e), wettelijk samenwonende partner of een bloedverwant tot de derde graad van één van de aandeelhouders, zaakvoerders, bestuurders of leden van het directiecomité bedoeld in littera a) of van de wettelijk samenwonende partner.

Niettemin moet de meerderheid van de aandelen, alsook de meerderheid van de stemrechten waarover alle vennoten of aandeelhouders beschikken, in het bezit zijn van boekhouders of boekhouders-fiscalisten, leden van het Instituut;

5° alle zaakvoerders, bestuurders, leden van het directiecomité en meer algemeen alle zelfstandige mandatarissen die optreden in naam en voor rekening van de rechtspersoon, moeten lid zijn van het Instituut of moeten personen zijn die in het buitenland een hoedanigheid bezitten die als gelijkwaardig met die van boekhouder of boekhouder-fiscalist in België wordt erkend.

Bovendien :

a) moet een meerderheid bestaan uit natuurlijke personen of rechtspersonen, leden van het Instituut. Indien het een rechtspersoon betreft, moet zij een natuurlijke persoon, boekhouder of boekhouder-fiscalist aanstellen als permanente vertegenwoordiger van de rechtspersoon. Deze is persoonlijk gebonden door de beroepstucht van het Instituut;

b) mag een minderheid bestaan uit personen die in het buitenland een hoedanigheid bezitten die als gelijkwaardig met die van boekhouder of boekhouder-fiscalist in België wordt erkend;

6° elle ne peut détenir de participations dans d'autres sociétés et/ou personnes morales à caractère autre que exclusivement professionnel.

Art. 9. Dans le cas visé à l'article 7, § 1^{er}, 2°, la Chambre confère, sur demande, le titre de comptable ou de comptable-fiscaliste à toute personne morale constituée sous l'empire d'un droit étranger, ayant à l'étranger une qualité équivalente à celle de comptable ou de comptable-fiscaliste, si elle satisfait aux conditions suivantes :

1° son objet et son activité doivent être limités à la prestation de services relevant de la fonction de comptable ou de comptable-fiscaliste, telle qu'elle est définie à l'article 49 de la loi et à l'exercice d'activités compatibles avec celle-ci;

2° les actions ou parts doivent être nominatives;

3° a) au moins quatre cinquièmes des actions ou parts ainsi que des droits de vote doivent être détenus par :

— des comptables ou des comptables-fiscalistes;

et/ou

— des personnes ayant, à l'étranger, une qualité reconnue équivalente à celle de comptable ou comptable-fiscaliste en exécution de traités internationaux auxquels la Belgique est partie ou moyennant réciprocité;

b) un cinquième des actions ou parts ainsi que des droits de vote peut être détenu par le conjoint, le partenaire cohabitant légal ou un parent allié jusqu'au troisième degré, d'un des associés, gérants, administrateurs ou membres du comité de direction, visé au littera a) ou du partenaire cohabitant légal.

Cependant, la majorité des actions ou parts ainsi que des droits de vote doit être détenue par des comptables ou comptables-fiscalistes, membres de l'Institut.

4° les gérants, administrateurs, membres du comité de direction et de façon plus générale les mandataires indépendants qui interviennent au nom et pour compte de la personne morale, doivent être des personnes, comptables ou comptables-fiscalistes ou ayant, à l'étranger, une qualité reconnue équivalente à celle de comptable ou comptable-fiscaliste en exécution de traités internationaux auxquels la Belgique est partie ou moyennant réciprocité. S'il s'agit d'une personne morale, elle devra désigner comme représentant permanent une personne physique comptable ou comptable-fiscaliste. Celle-ci est personnellement soumise à la déontologie de l'Institut.

5° toutes les personnes indépendants préposées à la gestion de la succursale belge de la société de droit étranger doivent être membres de l'Institut.

Art. 10. Pour l'application des articles 8 et 9, sont considérées avoir une qualité équivalente à celle de comptable ou de comptable-fiscaliste en Belgique, les personnes physiques non-résidentes en Belgique, ainsi que les personnes morales constituées sous l'empire d'un droit étranger, qui ont obtenu dans leur pays une qualification équivalente et légalement reconnue dans ce pays pour les activités comptables.

Art. 11. § 1^{er}. Les demandes d'admission introduites en exécution des articles 7, 8 et 9, doivent être adressées au Président de la Chambre et être accompagnées d'un dossier établi conformément à l'article 12. L'inscription est effectuée par la Chambre compétente en fonction du rôle linguistique du siège social de la personne morale ou, pour les personnes morales reprises à l'article 7, § 1, 2°, le siège de leur succursale en Belgique. Si ce siège est situé dans la région bilingue de Bruxelles-Capitale, la compétence dépendra de la langue utilisée dans la demande d'inscription.

§ 2. Toute personne morale constituée après l'entrée en vigueur du présent arrêté et qui reprend dans son objet social les activités telles que mentionnées à l'article 49 de la loi, doit satisfaire aux conditions d'agrément mentionnées dans le présent arrêté et doit solliciter l'agrément de l'Institut dans le délai d'un mois à compter de sa constitution.

6° zij mag geen deelnemingen bezitten in andere vennootschappen en/of rechtspersonen dan van uitsluitend professionele aard.

Art. 9. In het geval bedoeld in artikel 7, § 1, 2°, verleent de Kamer op verzoek de titel van boekhouder of boekhouder-fiscalist aan elke rechtspersoon opgericht naar buitenlands recht die in het buitenland een hoedanigheid heeft die als gelijkwaardig wordt erkend met die van boekhouder of boekhouder-fiscalist, indien zij aan de volgende voorwaarden voldoet :

1° haar doel en activiteit moet beperkt zijn tot het verlenen van diensten die behoren tot de functie van boekhouder of boekhouder-fiscalist, zoals omschreven in artikel 49 van de wet en tot het uitoefenen van hiermee verenigbare werkzaamheden;

2° de aandelen moeten op naam zijn;

3° a) tenminste vier vijfde van de aandelen alsook van de stemrechten waarover de vennoten beschikken, moeten in het bezit zijn van :

— boekhouders of boekhouders-fiscalisten;

en/of

— personen die in het buitenland een hoedanigheid bezitten die, op grond van internationale verdragen of mits wederkerigheid, als gelijkwaardig wordt erkend met die van boekhouder of boekhouder-fiscalist in België;

b) één vijfde van de aandelen alsook van de stemrechten mogen in het bezit zijn van de echtgeno(o)t(e), wettelijk samenwonende partner of een bloedverwant tot de derde graad van één van de aandeelhouders, zaakvoerders, bestuurders of leden van het directiecomité bedoeld in littera a) of van de wettelijk samenwonende partner.

Niettemin moet de meerderheid van de aandelen alsook de meerderheid van de stemrechten, in het bezit zijn van boekhouders of boekhouders-fiscalisten, leden van het Instituut.

4° de zaakvoerders, bestuurders, leden van het directiecomité en meer algemeen alle zelfstandige mandatarissen die optreden in naam en voor rekening van de rechtspersoon, moeten lid zijn van het Instituut of moeten personen zijn die in het buitenland een hoedanigheid bezitten die als gelijkwaardig met die van boekhouder of boekhouder-fiscalist in België wordt erkend op grond van internationale verdragen, of mits wederkerigheid. Indien het een rechtspersoon betreft, moet zij een natuurlijk persoon, boekhouder of boekhouder-fiscalist aanstellen als permanente vertegenwoordiger van de rechtspersoon. Deze is persoonlijk gebonden door de beroepstucht van het Instituut.

5° alle zelfstandige personen, aangesteld voor het beheer van het Belgisch bijkantoor van de rechtspersoon opgericht naar buitenlands recht, moeten lid zijn van het Instituut.

Art. 10. Voor de toepassing van de artikelen 8 en 9, worden de natuurlijke personen die niet in België verblijven, evenals rechtspersonen die zijn opgericht volgens buitenlands recht, en in hun land een aldaar gelijkwaardige en wettelijk erkende hoedanigheid hebben verworven voor boekhoudwerkzaamheden, geacht een hoedanigheid te bezitten die gelijkwaardig is met die van boekhouder of boekhouder-fiscalist in België.

Art. 11. § 1. De toetredingsaanvragen ingediend ter uitvoering van de artikelen 7, 8 en 9, moeten, samen met een overeenkomstig artikel 12 aangelegd dossier, aan de Voorzitter van de Kamer worden gericht. De inschrijving gebeurt door die Kamer die bevoegd is voor het taalgebied van de maatschappelijke zetel van de rechtspersoon of van het Belgisch bijkantoor voor de rechtspersonen bedoeld in artikel 7, § 1, 2°. Indien deze zetel gelegen is in het tweetalig-gebied Brussel/Hoofdstad zal de bevoegdheid afhangen van de taal die werd gebruikt in de aanvraag tot inschrijving.

§ 2. Elke rechtspersoon, die opgericht wordt na de inwerkingtreding van dit besluit en die de activiteiten zoals vermeld in artikel 49 van de wet in haar maatschappelijke doel opneemt, dient te voldoen aan de in dit besluit vermelde erkenningsvoorwaarden en dient een erkenning aan te vragen aan het Instituut binnen een termijn van één maand na de oprichting.

§ 3. La personne morale peut faire usage de sa dénomination sociale et accepter des missions à compter de la date où la Chambre l'aura inscrite sur le tableau mentionné à l'article 4, § 3.

Art. 12. § 1^{er}. Le dossier pour une demande d'admission visé à l'article 11, § 1^{er}, contient les éléments suivants :

1° les statuts de la personne morale, l'identité de ses associés et le nombre de parts ou actions détenues par chacun d'eux, l'identité de ses gérants, administrateurs, membres du comité de direction et autres mandataires indépendants;

2° la justification du respect des conditions exigées dans la personne morale, de ses gérants, administrateurs, associés ou les membres du comité de direction par les articles 8 et 9;

3° tous éléments permettant de vérifier que la personne morale n'exerce pas d'activités commerciales ou incompatibles avec la profession et que ses associés, administrateurs, gérants, membres du comité de direction et de façon plus générale ses mandataires indépendants ou la personne morale elle-même ne remplissent pas de mandat de gestion dans des personnes morales avec pour objet des activités commerciales;

4° la preuve de paiement du montant fixé par le Conseil national pour frais de dossier relatifs à l'inscription de la personne morale.

§ 2. La Chambre peut requérir de la personne morale qu'elle complète son dossier par la remise de tous documents ou informations qui lui sont nécessaires pour se prononcer sur la demande d'admission. La Chambre peut décider d'entendre les représentants de la personne morale aux jour et heure qu'elle fixe.

§ 3. La procédure d'inscription se fait conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 27 novembre 1985 déterminant les règles d'organisation et de fonctionnement des instituts professionnels créés pour les professions intellectuelles prestataires de services.

CHAPITRE IV. — Dispositions transitoires

Art. 13. § 1^{er}. Les personnes morales visées aux articles 7, 8 et 9 qui étaient déjà constituées au moment de l'entrée en vigueur du présent arrêté et qui ont repris dans leur objet social des activités mentionnées à l'article 49 de la loi doivent satisfaire aux conditions fixées dans cet arrêté et doivent introduire une demande d'agrégation par le biais des personnes physiques, gérants, administrateurs ou membres du comité de direction, qui ont la qualité de comptable ou de comptable-fiscaliste, au plus tard dans les 18 mois de l'entrée en vigueur du présent arrêté.

§ 2. A condition et dans la mesure où un dossier d'agrégation a été introduit conformément au § 1^{er} les personnes morales constituées avant l'entrée en vigueur du présent arrêté peuvent continuer à poursuivre leurs activités et à utiliser leur dénomination sociale jusqu'au moment où la Chambre compétente aura pris une décision concernant leur demande d'agrégation.

CHAPITRE V. — Dispositions finales

Art. 14. Notre Ministre des Classes moyennes est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 15 février 2005.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre des Classes moyennes,
Mme S. LARUELLE

§ 3. De rechtspersoon mag haar maatschappelijke benaming gebruiken en opdrachten aanvaarden vanaf de datum dat zij door de Kamer wordt ingeschreven op het tableau bedoeld in artikel 4, § 3.

Art. 12. § 1. Het dossier voor een toetredingsaanvraag bedoeld in artikel 11, § 1, bevat de volgende gegevens :

1° de statuten van de rechtspersoon, de identiteit van de vennoten en het aantal aandelen in ieders bezit, de identiteit van haar zaakvoerders, bestuurders, leden van het directiecomité, en van de andere zelfstandige mandatarissen;

2° het bewijs dat de voorwaarden zijn nageleefd waaraan de rechtspersoon, de zaakvoerders, bestuurders, vennoten of leden van het directiecomité krachtens de artikelen 8 en 9 moeten voldoen;

3° alle gegevens die toelaten na te gaan of de rechtspersoon geen handelsactiviteiten of met het beroep onverenigbare activiteiten uitoefent, noch dat haar vennoten, bestuurders, zaakvoerders, leden van het directiecomité en meer algemeen haar zelfstandige mandatarissen of de vennootschap zelf bestuursmandaten waarneemt in rechtspersonen met handelsactiviteiten als doel;

4° het betalingsbewijs van het door de Nationale Raad vastgestelde bedrag aan dossierkosten voor de inschrijving van de rechtspersoon.

§ 2. De Kamer mag van de rechtspersoon eisen dat zij haar dossier vervolledigt door overlegging van alle stukken of gegevens die nodig zijn om zich over de toetredingsaanvraag te kunnen uitspreken. De Kamer kan beslissen om de vertegenwoordigers van de rechtspersoon te horen op de dag en uur die hij vaststelt.

§ 3. De inschrijvingsprocedure gebeurt overeenkomstig de bepalingen van het koninklijk besluit van 27 november 1985 tot bepaling van de regels inzake de organisatie en de werking van de beroepsinstellingen die voor de dienstverlenende intellectuele beroepen zijn opgericht.

HOOFDSTUK IV. — Overgangsbepalingen

Art. 13. § 1. De rechtspersonen bedoeld in de artikelen 7, 8 en 9 die reeds opgericht waren op het ogenblik van de inwerkingtreding van dit besluit en die in hun maatschappelijk doel de activiteiten hebben opgenomen zoals vermeld in artikel 49 van de wet, dienen te voldoen aan de in dit besluit gestelde voorwaarden en dienen een aanvraag tot erkenning in te dienen door toedoen van de natuurlijke personen, zaakvoerders, bestuurders of leden van het directiecomité, die de hoedanigheid hebben van boekhouder of boekhouder-fiscalist, uiterlijk binnen de 18 maanden vanaf de inwerkingtreding van dit besluit.

§ 2. Op voorwaarde en in de mate dat een erkenningsdossier werd ingediend overeenkomstig § 1 mogen de rechtspersonen die werden opgericht vóór de inwerkingtreding van dit besluit, hun activiteiten verder zetten en hun maatschappelijke benaming verder gebruiken tot op het ogenblik dat de bevoegde Kamer een beslissing neemt aangaande hun aanvraag tot erkenning.

HOOFDSTUK V. — Slotbepalingen

Art. 14. Onze Minister van Middenstand is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 15 februari 2005.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Middenstand,
Mevr. S. LARUELLE

SERVICE PUBLIC FEDERAL ECONOMIE, P.M.E., CLASSES MOYENNES ET ENERGIE

F. 2005 — 711

[C — 2005/11112]

17 FEVRIER 2005. — Arrêté royal réglementant l'inscription des personnes qui exercent une activité de recouvrement amiable de dettes et les garanties dont ces personnes doivent disposer

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'article 108 de la Constitution;

Vu la loi du 12 juin 1991 relative au crédit à la consommation, notamment l'article 77, modifié par les lois des 6 juillet 1992 et 24 mars 2003, et par l'arrêté royal du 4 avril 2003;

FEDERALE OVERHEIDSDIENST ECONOMIE, K.M.O., MIDDENSTAND EN ENERGIE

N. 2005 — 711

[C — 2005/11112]

17 FEBRUARI 2005. — Koninklijk besluit tot regeling van de inschrijving van de personen die een activiteit van minnelijke invordering van schulden uitoefenen en van de waarborgen waarover deze personen moeten beschikken

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op artikel 108 van de Grondwet;

Gelet op de wet van 12 juni 1991 op het consumentenkrediet, inzonderheid op artikel 77, gewijzigd bij de wetten van 6 juli 1992 en 24 maart 2003, en bij het koninklijk besluit van 4 april 2003;